



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/23279
11 décembre 1991
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 10 DECEMBRE 1991, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL
DE SECURITE PAR LE PRESIDENT DU COMITE DU CONSEIL DE SECURITE CREE
PAR LA RESOLUTION 661 (1990) CONCERNANT LA SITUATION ENTRE L'IRAQ
ET LE KOWEIT

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint pour l'attention des membres
du Conseil le rapport présenté par le Comité du Conseil de sécurité créé par
la résolution 661 (1990) concernant la situation entre l'Iraq et le Koweït en
application du paragraphe 6 f) des directives visant à faciliter l'application
intégrale, à l'échelon international, des paragraphes 24, 25 et 27 de la
résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité.

Le rapport a été approuvé par le Comité le 10 décembre 1991.

Le Président du Comité du Conseil de
sécurité créé par la résolution
661 (1990) concernant la situation
entre l'Iraq et le Koweït

(Signé) Peter HOHENFELLNER

ANNEXE

Rapport présenté par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990) concernant la situation entre l'Iraq et le Koweït en application du paragraphe 6 f) des directives visant à faciliter l'application intégrale, à l'échelon international, des paragraphes 24, 25 et 27 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité

1. Le présent rapport est soumis par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990), du 6 août 1990, concernant la situation entre l'Iraq et le Koweït en application du paragraphe 6 f) des directives 1/ visant à faciliter l'application intégrale, à l'échelon international, des paragraphes 24, 25 et 27 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité, du 3 avril 1991, qui ont été approuvées par le Conseil dans sa résolution 700 (1991) du 17 juin 1991.
2. Le Comité a présenté son premier rapport le 13 septembre 1991 2/. Conformément au paragraphe 6 f) des directives, le Comité doit rendre compte au Conseil tous les 90 jours de l'application des sanctions ayant trait aux armes et sanctions connexes décrétées contre l'Iraq dans les résolutions pertinentes.
3. Aux termes du paragraphe 12 des directives, tous les Etats sont priés de communiquer au Comité toute information qu'ils pourraient acquérir concernant d'éventuelles violations des sanctions ayant trait aux armes et sanctions connexes décrétées contre l'Iraq qui seraient commises par d'autres Etats ou par des ressortissants étrangers. Au cours de la période à l'examen, aucune information visée au paragraphe 12 des directives n'a été reçue par le Comité.
4. Aux termes des paragraphes 13 et 15 des directives, tous les Etats et les organisations internationales doivent consulter le Comité pour déterminer si tel ou tel article tombe sous le coup des dispositions du paragraphe 24 de la résolution 687 (1991) et le consulter aussi dans le cas d'articles se prêtant à une utilisation mixte ou à des utilisations multiples, c'est-à-dire des articles initialement destinés à un usage civil mais susceptibles d'être détournés ou modifiés à des fins militaires. Au cours de la période à l'examen, aucun Etat ni aucune organisation internationale n'a consulté le Comité sur ces questions.
5. Aux termes du paragraphe 14 des directives, les organisations internationales doivent communiquer au Comité toute information pertinente dont elles pourraient disposer. A ce sujet, le Comité a reçu une lettre du Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 421 (1977) concernant la question de l'Afrique du Sud, lettre que le Comité a examinée et dont il a pris note lors de sa 52e séance, tenue le 18 octobre 1991.
6. Dans une note datée du 2 octobre 1991 3/, le Président du Conseil de sécurité a publié le texte de la déclaration qu'il avait faite aux médias, au nom des membres du Conseil. Il a indiqué que les membres du Conseil de

sécurité avaient tenu des consultations officieuses le 2 octobre 1991 en application du paragraphe 21 de la résolution 687 (1991). Après avoir entendu toutes les vues exprimées à cette occasion, le Président du Conseil était parvenu à la conclusion qu'il n'y avait pas d'accord quant à l'existence des conditions voulues pour que puisse être modifié le régime établi au paragraphe 20 de la résolution 687 (1991), auquel se réfère le paragraphe 21 de cette résolution.

7. Depuis que le Comité a présenté son précédent rapport le 13 septembre 1991 ^{2/}, aucune allégation de violation des sanctions, en particulier eu égard au paragraphe 24 de la résolution 687 (1991), n'a été signalée au Comité, à l'exception de la lettre mentionnée ci-dessus, au paragraphe 5.

8. Le Comité continuera à s'acquitter du mandat qui lui a été confié. A cet égard, il recommande au Secrétaire général d'envoyer rapidement un rappel aux Etats qui n'ont pas encore rendu compte, conformément au paragraphe 4 de la résolution 700 (1991) du Conseil de sécurité, des mesures qu'ils ont prises pour s'acquitter des obligations énoncées au paragraphe 24 de la résolution 687 (1991) ^{4/}.

Notes

1/ S/22660, annexe.

2/ S/23036.

3/ S/23107.

4/ Les Etats qui ont fait rapport conformément au paragraphe 4 de la résolution 700 (1991) sont énumérés dans les rapports du Secrétaire général portant la cote S/22884 et Add.1 et 2.

